



L'ESSENTIEL

LA PHRASE
Ann Veneman
Directrice générale
de l'Unicef

« Par rapport à 1990, il y a 10 000 enfants de moins qui meurent chaque jour dans le monde. »

D'après l'Organisation des Nations unies pour l'enfance (Unicef), le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a reculé de 28 % entre 1990 et 2008 dans le monde, grâce notamment à la vaccination. Reste que 8,8 millions d'enfants décèdent chaque année avant d'avoir 5 ans.

LIBAN Le premier ministre renonce à former un gouvernement

Le premier ministre libanais, Saad Hariri, a renoncé hier à former un gouvernement d'union nationale. Chef de file de la majorité parlementaire, il avait transmis lundi au président Michel Sleimane, pour approbation, sa liste de ministres – soit 15 pour la majorité, 10 pour la minorité et cinq ministres « neutres » choisis par le président de la République. Cette initiative a été immédiatement rejetée par la minorité menée par le Hezbollah chiite et appuyée par Damas et Téhéran. Les deux camps bloquent sur les noms de certains ministres et la nature des portefeuilles accordés à la minorité.

AFGHANISTAN La polémique enfle sur le sauvetage d'un journaliste

Des médias britanniques et des négociateurs sur place ont dénoncé hier le raid meurtrier d'un commando de l'Otan qui a abouti à la libération, mercredi, d'un journaliste britannique retenu en otage par les talibans. L'opération s'est soldée par la mort d'un soldat britannique, d'une femme et d'un enfant, et de Sultan Munadi, l'interprète afghan de Stephen Farrell, reporter du *New York Times*. L'envoyé spécial et son collaborateur avaient été enlevés samedi à Kunduz, lieu d'un bombardement effectué la veille par l'Otan, qui avait tué des dizaines de personnes.

EUROPE Les députés voteront sur le président Barroso le 16 septembre

Les présidents des groupes politiques du Parlement européen ont inscrit à mercredi prochain, lors de la session plénière de l'Assemblée à Strasbourg, le vote sur José Manuel Barroso pour un second mandat à la tête de la Commission européenne. Daniel Cohn-Bendit, coprésident des Verts européens, demande cependant encore un report du vote. Pour être reconduit, le traité de Nice en vigueur exige que le président Barroso obtienne une majorité de votants. Mais le dirigeant portugais risque de n'obtenir qu'une très courte majorité.

En Norvège, le gouvernement est menacé malgré de bons résultats

Alors que le gouvernement a tenu le pays à l'abri de la crise par une utilisation judicieuse des revenus du pétrole, les électeurs pourraient le désavouer lors des législatives de lundi prochain

OSLO
De notre correspondante

Les Norvégiens se rendent aux urnes lundi prochain pour élire un nouveau gouvernement et, fait surprenant, la coalition sortante de Jens Stoltenberg (centre gauche) est au coude-à-coude avec l'opposition, alors qu'elle a gardé le pays hors de la crise économique qui frappe le reste du monde. Selon les derniers sondages, le Parti travailliste et ses alliés du Parti socialiste de gauche et du Parti du centre remporteraient 84 des 169 sièges au Parlement, tandis que le bloc d'opposition de la droite serait crédité de 85 sièges. « C'est une élection extrêmement serrée », analyse Frank Aarebrot, professeur de sciences politiques à l'université de Bergen.



Jens Stoltenberg (au c.), le premier ministre norvégien et leader du Parti travailliste, Siv Jensen (à g.), à la tête du Parti du progrès, et Kristin Halvorsen, leader du Parti socialiste de gauche et ministre des finances, participent à un débat télévisé à Oslo, en vue des élections législatives.

Toute cette semaine, les sondages ont donné la victoire aux partis de droite – parmi eux, les conservateurs, le Parti du progrès (populiste), les chrétiens-démocrates et les libéraux. Mais il est difficile de

savoir qui remportera les élections lundi, car les chiffres sont très serrés. En outre, les partis de droite ne sont pas unis. Il est donc possible que le Parti travailliste puisse diriger le pays dans un gouvernement minoritaire, même si la droite est majoritaire au Parlement.

La bataille que doit mener Jens Stoltenberg pour être reconduit dans son mandat de premier ministre peut paraître surprenante, étant donné que la Norvège a été relativement épargnée par la récession. Le chômage ne s'élève qu'à 3 % et l'économie n'est plus en recul depuis le deuxième trimestre 2009, après six mois de légère décroissance (-1 % et -0,8 % aux deux trimestres précédents). Parmi les raisons de ce succès : une forte baisse des taux d'intérêt pour stimuler la consommation et une demande des ménages qui est restée forte (un Norvégien sur trois travaille dans le secteur public,

qui a bénéficié de fortes augmentations de salaires en 2008). D'autres facteurs clés ont été un secteur pétrolier en pleine activité (la Norvège est le cinquième exportateur mondial d'or noir) et un généreux plan de relance lancé par le gouvernement, équivalant à 4,7 % du PIB national, financé grâce au vaste fonds souverain de la Norvège, où sont versés les revenus pétroliers nationaux.

Le Parti travailliste est considéré comme la formation qui a le plus d'expérience du pouvoir.

« Le gouvernement a été très actif durant la crise, estime Frank Aarebrot, mais les électeurs ne votent jamais par gratitude. Tout dépend de leur état d'esprit le jour de l'élection. Si la crise est encore présente

dans leurs esprits, s'ils ont peur de ne pas pouvoir payer l'emprunt sur la maison ou de perdre leur emploi, ils vont voter à gauche, car ils ne veulent pas changer de leader en cours de route. Mais s'ils ont confiance en l'avenir, ils vont se dire : "Pourquoi ne pas essayer un nouveau gouvernement ?" »

Le Parti travailliste, qui a dominé la plupart des gouvernements norvégiens depuis 1945, est considéré comme la formation qui a le plus d'expérience du pouvoir. Il est donc vu par de nombreux électeurs comme le plus capable de gérer une crise. Mais, pour d'autres, le Parti du progrès, deuxième plus important du pays, offre une politique alléchante. Il souhaite dépenser une part plus importante du fonds souverain – le plus important d'Europe avec 288 milliards d'euros – dans le budget de l'État. Un argument persuasif.

GWLADYS FOUCHÉ

Les prisons, un sujet de débat électoral

Un débat télévisé hors du commun s'est tenu en Norvège pendant la campagne électorale. Une émission sur la politique carcérale, en prime time et en direct, à l'intérieur d'une prison haute sécurité, devant un public de détenus et de gardes de prison, avec un prisonnier débattant face au ministre de la justice et du vice-secrétaire du principal parti d'opposition. « Il était grand temps que les politiques viennent nous voir pour débattre de ce sujet, a expliqué à La Croix Bjørnar Dahl, 43 ans, le détenu qui a participé aux discussions. C'est un sujet qui nous touche directement : qu'est-ce qui se passe dans les prisons et comment réintégrer la société de manière positive pour tout le monde. » Bjørnar Dahl, qui purge une peine de près de cinq ans pour complicité de trafic d'amphétamines, a brillé durant le débat, en donnant des exemples concrets des effets des propositions émises par les politiques. Lorsque le représentant du Parti du progrès, populiste, a déclaré que, pour lutter contre l'abus de drogue en prison, il fallait accroître le niveau de contrôle sur les détenus, Bjørnar Dahl a rétorqué : « Cela ne marchera jamais. On est déjà contrôlé du matin au soir, on ne peut pas faire plus que maintenant. » G.F.